

**ACCORD AXA FRANCE EN FAVEUR DES SALARIES HANDICAPES
POUR LES ANNEES 2014 – 2015 – 2016**

Entre,

les Sociétés AXA France Iard et AXA France Vie représentées par Madame Marine de Boucaud en qualité de Directeur des Ressources Humaines, mandaté par ces sociétés formant une entreprise unique dénommée AXA France,

d'une part,

et,

les Organisations Syndicales représentatives signataires,

d'autre part,

il est convenu de ce qui suit.

P R E A M B U L E

L'insertion professionnelle durable des travailleurs handicapés constitue un enjeu important de responsabilité sociale et comporte également des aspects économiques et sociaux sensibles sur le plan sociétal.

Les entreprises peuvent s'acquitter des obligations légales d'emploi des travailleurs handicapés selon les modalités alternatives et/ou cumulatives suivantes :

- emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- conclusion de contrats avec des entreprises adaptées ou le secteur protégé,
- versement d'une contribution au fonds d'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph),
- application d'un accord collectif en faveur des travailleurs handicapés.

Les lois du 10.07.1987 et du 11.02.2005 ont ainsi placé l'emploi des personnes handicapées dans le champ de la négociation collective :

- d'une part en permettant qu'un accord collectif agréé, visant l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, devienne une modalité d'accomplissement de l'obligation d'emploi,
- d'autre part en instaurant une obligation de négocier au niveau de l'entreprise, dans l'objectif de sensibiliser les partenaires sociaux à la thématique du handicap.

C'est dans cet objet qu'est intervenu l'accord professionnel du 18 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances. Dans le même esprit, l'accord du 13 juillet 2005 sur les Droits sociaux fondamentaux relatifs à la diversité et à l'égalité professionnelle au sein d'AXA en France marque son attention à l'égalité des droits et des chances de l'ensemble des salariés du groupe.

AXA France attachant une importance particulière à l'insertion des travailleurs handicapés a, de longue date, fait le choix d'un accord collectif.

Ainsi, dans la continuité des six précédents accords conclus en ce sens soit par AXA Assurances soit par AXA France et couvrant les périodes 1994 à 2013, les parties signataires confirment leur volonté de :

- développer, avec tous les acteurs de l'entreprise, une politique concertée d'emploi et de formation des travailleurs handicapés qui soit adaptée aux besoins spécifiques de l'entreprise,
- affirmer la cohérence et la visibilité de cette politique dans le cadre de la gestion des ressources humaines,
- contribuer ainsi à favoriser les conditions d'une insertion durable des personnes handicapées dans le monde du travail et plus spécialement dans AXA France,
- maintenir un effort financier conséquent au soutien de l'équilibre professionnel et personnel des personnels handicapés.

aj B 1
AA BB
FR YLB

Dans cette optique, les signataires souhaitent poursuivre des actions qui :

- feront progresser l'emploi des travailleurs handicapés tout en étant cohérentes avec la situation interne de l'entreprise, sa stratégie économique et sociale intégrant le contrat de génération, ses compétences propres et sa culture,
- inciteront ainsi les personnes handicapées à postuler en son sein, en toute clarté, car le travailleur handicapé est avant tout embauché pour ses compétences et son potentiel,
- permettront le maintien dans l'emploi des salariés handicapés dans les conditions que prévoit la loi.

Les parties signataires marquent leur volonté de s'engager dans une démarche active favorisant la mobilisation de l'ensemble des salariés d'AXA France autour d'une politique dynamique, dans l'objectif de dépasser les représentations erronées par rapport aux handicaps, susceptibles de constituer un frein à l'insertion et à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les contributeurs dans cette action commune sont tout à la fois :

- la Direction d'entreprise, déterminante pour inciter au développement de l'insertion des travailleurs handicapés au sein de l'entreprise,
- la Mission Handicap, structure dédiée, chargée de la conduite de cette politique et de sa mise en œuvre opérationnelle, dont la dynamique est d'autant plus forte qu'elle est intégrée dans les objectifs de la politique des ressources humaines,
- les correspondants locaux, dans les établissements, qui servent d'appui à la mise en œuvre de l'accord et permettent son adaptation aux caractéristiques locales,
- les personnels compétents en matière de santé et relations sociales (médecin du travail, service formation, service social),
- tous les partenaires et managers qui contribuent à la mise en œuvre de ce dispositif,
- les institutions représentatives du personnel.

Dans cette perspective, pour favoriser l'emploi durable des travailleurs handicapés en milieu ordinaire, les parties à l'accord sont convenues, après avoir dressé l'état des lieux et précisé le champ d'application de l'accord (Titres I et II), d'intégrer une démarche de sécurisation des parcours professionnels des salariés handicapés en leur offrant des mesures personnalisées.

C'est ainsi que le présent accord détermine, pour la période 2014/2016 (Titre III) :

- un Plan d'embauche,
- un Plan de formation,
- un Plan de maintien dans l'emploi,
- et un volet consacré au Secteur Adapté / Protégé.

En outre, le présent accord prévoit le maintien, dans le cadre d'un budget complémentaire accordé par la Direction d'AXA France, du financement de certaines aides précédemment attribuées conventionnellement à certains salariés, sous certaines conditions (Titre IV).

L'ensemble de ces actions devra du mieux possible s'inscrire dans les principes de management développés au sein d'AXA France, afin de sensibiliser chaque collaborateur sur la compensation au handicap que l'entreprise peut apporter aux salariés handicapés.

La mise en œuvre et le suivi de ces actions au sein d'AXA France est à même de favoriser l'insertion durable des travailleurs handicapés dans le monde du travail.

MJB
B
FR
NA
LUB

SOMMAIRE

TITRE I. ETAT DES LIEUX	4
TITRE II. OBJET DE L'ACCORD	4
ARTICLE 1. Champ d'application	4
ARTICLE 2. Budget de l'accord	4
ARTICLE 3. Conditions générales de mise en œuvre de l'accord	5
3.1. Information des instances	5
3.2. Suivi de l'accord	5
3.2.1. Composition	5
3.2.2. Rôle	6
3.3. Pilotage et coordination des actions à mener	6
TITRE III. PRINCIPES ET DEFINITIONS	7
ARTICLE 4. Plan d'embauche en milieu ordinaire	7
4.1. Embauches	7
4.2. Moyens de soutien lors de l'embauche	8
4.3. Développement des partenariats	8
ARTICLE 5. Plan de formation	8
5.1. Formation des collaborateurs handicapés et des nouveaux embauchés handicapés	8
5.2. Accueil de stagiaires handicapés	9
5.3. Actions d'informations et de formations à l'environnement professionnel	9
5.3.1. Formations à l'environnement professionnel	9
5.3.2. Appui aux entreprises du groupe	9
5.3.3. Communication	9
5.4. Actions de formation envers des personnes handicapées extérieures à l'entreprise	10
ARTICLE 6. Plan de maintien dans l'emploi	10
6.1. Adaptation à l'évolution de l'entreprise et aux mutations technologiques	10
6.2. Locaux et accessibilité	10
6.3. Etudes et aménagements des postes de travail	11
6.4. Mesure de facilitation : le télétravail	11
6.5. Prise en charge globale du handicap (maintien dans l'emploi)	11
6.5.1. Principes	11
6.5.2. Mesures de maintien dans l'emploi	12
6.6. Clauses particulières concernant le maintien dans l'emploi des collaborateurs handicapés d'AXA Assurances bénéficiaires du protocole d'accord AXA Assurances 2000/01/02 prorogé par avenant du 18 novembre 2002	15
ARTICLE 7. Secteur Adapté / Protégé	15
TITRE IV. AIDES COMPLEMENTAIRES hors budget de l'accord (article D 5212-19 du CT)	15
ARTICLE 8. Actions de formation envers des personnes handicapées extérieures à l'entreprise	16
ARTICLE 9. Aides au logement	17
TITRE V. CLAUSES GENERALES	17
ARTICLE 10. Durée, effet, dépôt	17
ANNEXE 1 : Engagement Financier	18
ANNEXE 2 : Liste des ALD (Affections de Longue Durée)	19
ANNEXE 3 : Liste des bénéficiaires de la loi du 11 février 2005	20
ANNEXE 4 : Périmètres des correspondants locaux des Ressources Humaines	21

3

MJS
B
AJ
FR
213
AA

TITRE I. ETAT DES LIEUX

AXA France et les entreprises dont elle est issue au sein du groupe ont très tôt porté un regard attentif à l'égard des personnes handicapées.

Accord réalisé dans le cadre de la loi du 10 juillet 1987 :

Les initiatives entreprises au sein d'AXA France ont permis de renforcer les actions de formation envers l'environnement professionnel et de développer le maintien dans l'emploi des personnes handicapées en s'appuyant sur l'expérience des accords précédents et les différentes problématiques des collaborateurs handicapés.

Lors de la mise en œuvre des précédents accords au sein d'AXA, l'entreprise a pu augmenter régulièrement son pourcentage de salariés handicapés¹ en embauchant et en maintenant dans l'emploi des salariés handicapés.

Accord réalisé dans le cadre des lois du 10 juillet 1987 et du 11 février 2005 pour l'égalité des Droits et des Chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées :

Le calcul servant à la détermination du quota de travailleurs handicapés s'est trouvé modifié par la loi du 11 février 2005.

Dans la période précédente, notamment 2011/2013 au titre de l'accord du 17.11.2010 en faveur des salariés handicapés, le pourcentage de salariés handicapés a progressé de la façon suivante : 3,81% en 2010, 4,06% en 2011 et 4,27% en 2012².

TITRE II. OBJET DE L'ACCORD

ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION

Conformément aux termes de la loi du 10 juillet 1987, et de la nouvelle loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le présent accord s'applique à tous les bénéficiaires – salariés administratifs et commerciaux – dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite d'une insuffisance ou d'une diminution de leurs capacités dans les conditions ci-après déterminées.

ARTICLE 2. BUDGET DE L'ACCORD

Des moyens financiers permettent la mise en œuvre des diverses actions initiées.

Afin de s'acquitter de ses obligations légales d'emploi de travailleurs handicapés, AXA France met en œuvre de façon cumulative les différentes modalités prévues par la loi :

- l'entreprise mène une politique active de recrutement direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, permettant chaque année d'augmenter son pourcentage de salariés handicapés (cf. supra),
- elle développe le recours, dans le cadre de contrats de fourniture de sous-traitance, aux entreprises adaptées et au secteur protégé (cf. article 7),
- et elle prévoit, dans le présent accord collectif négocié avec les partenaires sociaux, un programme pluriannuel en faveur des travailleurs handicapés.

Dans cette perspective, le budget du présent accord dédié à ces engagements correspond à l'équivalent de la contribution qui serait due à l'AGEFIPH en l'absence d'accord, et exclusivement au bénéfice d'actions visant l'insertion professionnelle des Travailleurs Handicapés.

Le budget global dédié à la Mission Handicap comporte deux éléments :

¹ Le pourcentage des personnes handicapées d'AXA Assurances a augmenté de la manière suivante depuis le début de la mise en place des différents accords : 3,00 % en 1994, 3,80 % en 1995, 4,90 % en 1996, 5,24 % en 1997, 3,60 % en 1998 (fusion AXA/UAP), 4,07 % en 1999, 4,72 % en 2000, 5,40 % en 2001 et 5,39 % en 2002.

Lors de la réorganisation des entreprises du Groupe autour d'AXA France (1^{er} janvier 2003), le changement de périmètre a déterminé le nouveau quota à hauteur de 3,93 %.

L'accord pour la période 2003 à 2006 a permis d'augmenter le quota de la façon suivante : 4,28 % en 2004 et 6,21 % en 2005.

² L'accord pour la période 2007 à 2009 avait permis de faire augmenter le pourcentage de salariés handicapés de la façon suivante : 2,92 % en 2006, 2,93 % en 2007, 3,13 % en 2008 et 3,21 % en 2009.

Handwritten signatures and initials: J, FR, GS, 4, 11B.

- d'une part, il tient ainsi compte de la progression du taux de salariés handicapés dans AXA France à la fin de l'année 2013, et des engagements d'embauche pris dans le présent accord au titre de la période 2014/2016 (cf. calculs prévisionnels théoriques de l'annexe 1).
Il est estimé, pour la période 2014/2016, à 2,5 Millions d'€uros.
- d'autre part, afin de permettre la continuation d'une politique dynamique en faveur des salariés handicapés, la Direction accède à la demande des Organisations Syndicales signataires du présent accord, et accorde pour la période 2014/2015/2016 un budget exceptionnel additionnel de 1 Million d'€uros.

Ainsi le budget global du présent accord collectif, montant de la contribution Agefiph inclus (hors aides complémentaires du Titre IV) est équivalent, pour la totalité de la période qu'il couvre, à 3,5 Millions d'euros, soit 1,166 Millions d'euros pour chacune des années 2014, 2015 et 2016, en appui des différentes actions prévues au Titre III (Voir Annexe 1).

Ce budget est géré par la Mission Handicap.

L'état des dépenses et des actions engagées fait l'objet d'un bilan présenté chaque année au C.C.E.

- En outre, des aides complémentaires en rapport avec le handicap interviennent hors budget de l'accord (article D 5212-19 du CT) pour certains salariés qui en bénéficiaient précédemment dans les conditions définies au Titre IV, au titre desquelles la Direction accorde un budget d'1 Million d'€uros bruts, charges patronales incluses.

ARTICLE 3. CONDITIONS GENERALES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à son agrément par l'autorité administrative compétente.

3.1. Information des instances

L'application du présent accord sera suivie par les instances représentatives du personnel :

- Bilan annuel au C.C.E.
- Information annuelle aux C.E.
- Information aux CHSCT : la responsable de la Mission Handicap, avec l'appui de ses Correspondants Locaux, communiquera aux Présidents des CHSCT concernés, dans le respect de la confidentialité, l'information correspondant aux actions ponctuelles éventuellement menées au titre du présent accord dans leur périmètre.

3.2. Suivi de l'accord

Pour le suivi du présent accord, il est mis en place une commission de suivi, dont le fonctionnement et les missions sont définies ci-après.

3.2.1. Composition

La Commission de suivi Handicap sera composée des représentants des organisations syndicales représentatives signataires, des représentants de la Mission Handicap et des représentants de la Direction :

- Les représentants des organisations syndicales représentatives signataires, qui comprennent 3 membres par organisation syndicale représentative signataire,
- Les représentants de la Mission Handicap,
- Les représentants de la Direction.

Handwritten signatures and initials: MB, FR, 5 213, GS, AA, J, W.

3.2.2. Rôle

La commission de suivi Handicap est appelée à se réunir, pendant la durée du présent accord :

- une fois par an
- éventuellement complété d'une autre séance exceptionnelle sur accord conjoint de la Direction et d'au moins une organisation syndicale représentative signataire, notamment en cas de changement législatif important susceptible d'avoir des incidences sur la situation du handicap au sein d'AXA France.

La commission de suivi Handicap aura pour mission de :

- faire le bilan des actions menées ; à ce titre, elle se verra présenter une synthèse annuelle.
- et promouvoir les bonnes pratiques identifiées au sein de l'entreprise.

3.3. Pilotage et coordination des actions à mener

Les signataires de l'accord estiment que la réussite des actions à mener, en faveur de l'insertion et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées, passe par une organisation dotée des moyens humains et matériels et qu'elle s'appuie d'autre part, sur l'implication la plus large possible des acteurs de l'entreprise : hiérarchie, ressources humaines, représentants du personnel, médecins du travail et services sociaux.

A ce titre, l'entreprise se donne les moyens de fonctionnement suivants :

- Un poste à temps complet d'une personne Responsable de l'Insertion des Personnes Handicapées, secondée d'un temps complet d'assistante. Les principales missions de la personne Responsable de l'Insertion des personnes handicapées sont, dans le cadre de la mise en place et du suivi de l'accord :
 - Animer et coordonner les actions menées par l'entreprise,
 - Etre l'acteur principal d'une politique incitative interne à l'entreprise,
 - Participer comme conseil en partenariat avec le service des Ressources Humaines au recrutement et au suivi de l'emploi des personnes handicapées,
 - Effectuer un suivi professionnel des personnes handicapées de l'entreprise et notamment le suivi administratif des demandes de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ainsi que de leur renouvellement,
 - Conseiller les services dans tous les domaines favorisant l'emploi des travailleurs handicapés et initier les projets à entreprendre,
 - Assurer un rôle de conseil, en tant que de besoin, aux personnes handicapées de l'entreprise ou aux salariés ayant des enfants ou des proches handicapés (documentation, orientation...)
 - Suivre le budget, et à ce titre, recevoir les règlements par l'intermédiaire du contrôle de gestion,
 - Représenter l'entreprise dans les structures extérieures.

- Un correspondant local des Ressources Humaines a pour mission d'être un véritable relais sur le terrain.

Il est désigné par entité à Paris et Région Parisienne et par site en région. Leur répartition à la date d'effet de l'accord figure en **Annexe 4**. La liste des correspondants locaux des Ressources Humaines pour la Mission Handicap est accessible sur le site intranet de la Mission Handicap (sur le Portail ONE AXA).

Le correspondant local des Ressources Humaines est en contact direct avec la « Mission Handicap », qui l'aide à concrétiser l'embauche et la prise en charge du suivi de l'ensemble des personnes handicapées en apportant les aides nécessaires prévues par l'accord d'entreprise ainsi que toute l'information pouvant favoriser l'insertion professionnelle. Il contribue à l'optimisation du plan d'embauche prévu et s'appuie à cet effet sur le responsable RH local et, au sein de l'équipe de la DRH en charge des recrutements, sur la personne désignée pour participer au forum et développer les relations propices au recrutement des personnes handicapées. Il doit également accompagner les personnes handicapées d'AXA France dans leurs souhaits de mobilité en concertation avec la Mission Handicap afin que celle-ci puisse apporter les aides techniques et humaines nécessaires à une bonne intégration des collaborateurs handicapés.

Afin d'être le plus efficace possible dans son approche concernant l'intégration des personnes handicapées, ce correspondant suivra une sensibilisation appropriée et dispensée par la Mission Handicap.

MJB
FR
6
213
AA
68

Il est précisé que chacun des acteurs doit observer un devoir de réserve sur les informations individuelles à caractère confidentiel qui sont portées à sa connaissance dans le cadre de cette mission.

- Une documentation spécifique est mise par la « Mission Handicap » à disposition de tous les acteurs concernés ; elle porte tant sur les actions à entreprendre que sur les organismes susceptibles d'apporter leur soutien.

TITRE III. PRINCIPES ET DEFINITIONS

ARTICLE 4. PLAN D'EMBAUCHE EN MILIEU ORDINAIRE

4.1. Embauches

Sur les trois années couvertes par cet accord (2014/2015/2016) AXA France s'engage à réaliser des embauches de personnes handicapées qui pourront s'effectuer en CDI, en CDD et en contrats de professionnalisation et d'apprentissage (contrats en alternance), de façon à augmenter le taux d'emploi des travailleurs handicapés à l'issue du présent accord.

Volume global de recrutement

A ce titre, AXA France s'engage sur un volume global de recrutements de personnes handicapées bénéficiaires de l'OETH correspondant a minima à 60 embauches et mettra tous les moyens en œuvre pour dépasser cet objectif.

Ces embauches seront effectuées :

- en priorité, sous forme de CDI (au moins 30 CDI)
- en CDD, en privilégiant dans toute la mesure du possible ceux d'une durée au moins égale à 6 mois, permettant de prendre ou de reprendre un véritable contact avec le milieu professionnel.

Ces CDD pourront se transformer en CDI si des postes sont ouverts à cet effet conformément aux autorisations budgétaires

- et également sous toute autre forme de contrat (contrats en alternance), l'objectif étant, en cas d'impossibilité de fournir un emploi stable à toutes les personnes handicapées ainsi recrutées, de leur permettre d'acquérir une formation solide afin de les aider à trouver un emploi stable.

AXA France sera attentive, dans le cadre de ces recrutements, à étudier l'ensemble des dossiers de candidature portés à sa connaissance, quel que soit le niveau de formation.

En outre, AXA France se rapprochera de l'AGEFIPH afin d'étudier avec elle les possibilités ouvertes dans le cadre de la législation nouvelle sur le contrat de génération, en matière de formation des jeunes et de maintien dans l'emploi de salariés âgés handicapés.

Appui sur le dispositif professionnel IFPASS (Institut de Formation de la Profession de l'Assurance)

Les parties signataires soulignent leur engagement dans le développement du dispositif mis en place depuis 2012 par le Club Handicap de l'Assurance, qui consiste à proposer aux personnes handicapées, qu'elles soient inscrites au Pôle Emploi, au Cap Emploi ou salariées en place en entreprise, un parcours de formation et d'insertion professionnelle.

AXA France inscrit sa propre action dans le cadre du contrat de professionnalisation adulte effectué en alternance à l'IFPASS et dans l'entreprise, suivant un parcours qui se décline en deux étapes :

FR 15 7 910
AA
IB
MJB
S
G

- Le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) dont l'objectif vise, en alternance durant 6 mois, à faire monter en compétence des personnes éloignées de l'emploi afin qu'elles soient en mesure d'effectuer un BTS Assurances.
Cette période permet de préparer aux métiers de Chargé de Relation Clientèle Assurance (CRCA), à travers une formation composée d'un module Assurance et d'un module Relation Client, permettant d'acquérir des compétences relationnelles et de savoir-faire « commercial », de technicité d'assurance, de maîtrise des outils TIC et d'organisation.
- Le BTS Assurance qui, dans le cadre de 2 années supplémentaires de formation, permet d'acquérir des connaissances plus approfondies ainsi qu'une culture professionnelle « environnement économique, juridique et managérial de l'assurance » en vue d'accéder à des métiers de gestionnaire de contrats, chargé d'indemnisation ou d'assistance, ou encore gestionnaire surveillance du portefeuille.

La première promotion sera diplômée à la fin de l'année 2014.

En tout état de cause, les personnes handicapées embauchées dans le cadre de contrats de professionnalisation ou d'apprentissage, ayant obtenu leur diplôme, ont vocation à être embauchées en CDI à l'issue de leur formation, conformément aux autorisations budgétaires.

4.2. Moyens de soutien lors de l'embauche

Afin d'aider à la réalisation de ces objectifs, la « Mission Handicap » s'engage à apporter aux collaborateurs des Ressources Humaines qui le souhaiteraient toute l'aide nécessaire, notamment les informations relatives aux organismes spécialisés dans l'insertion des salariés handicapés (adresses, candidatures, réalisation d'entretiens).

Pour pouvoir atteindre cet objectif d'insertion, chaque correspondant des Ressources Humaines sera épaulé par la « Mission Handicap » d'AXA France et tous les partenaires concernés par la politique mise en œuvre sur le sujet du handicap.

Mesures d'accompagnement proposées : accessibilité, aménagement de poste, formations adaptées au handicap etc.

4.3. Développement des partenariats

Dans le cadre du plan d'embauche, la Mission Handicap s'engage à développer des partenariats extérieurs, notamment avec le réseau CAP Emploi, les sites Internet mettant en ligne des CV de personnes handicapées, les Job Dating (Système de rencontre organisée en groupe et en temps limité pour des personnes à la recherche d'un emploi) qui devront s'étendre dans les régions et toute collaboration susceptible d'aider la Mission Handicap dans son objectif d'insertion professionnelle de personnes handicapées au sein d'AXA France, l'Association APESA (Association pour l'Emploi dans les Sociétés d'Assurances) en coordination avec l'IFPASS (Institut de Formation de la Profession de l'Assurance) afin de développer les contrats en alternance dans la profession.

ARTICLE 5. PLAN DE FORMATION / SENSIBILISATION

5.1. Formation des collaborateurs handicapés et des nouveaux embauchés handicapés

Des actions de formation adaptée seront proposées. Ces actions auront pour objet :

- l'adaptation au poste,
- l'évolution du métier et l'élargissement professionnel,
- l'évolution de carrière au sein de l'entreprise,
- les bilans professionnels ou d'évaluation approfondie.

Ces formations, pouvant inclure la formation diplômante, pourront être dispensées à l'extérieur ou dans le cadre des formations internes de l'entreprise.

MJB *AS* *8* *UB*
FA *AA*
J *FA* *B*

5.2. Accueil de stagiaires école / recherche de stage et travailleurs handicapés extérieurs à l'entreprise

De nombreux jeunes handicapés sont, dans le cadre de leur cursus de formation, à la recherche de stages en entreprise. Aussi AXA France s'efforcera d'accueillir, pendant la durée de l'accord, des stagiaires, notamment en provenance de centres de réinsertion professionnelle (CRP), pour leur dispenser une formation complémentaire sur des postes de travail.

Des partenariats entre l'entreprise et ces CRP pour les personnes handicapées pourront être passés pour développer les stages professionnels des stagiaires du centre (soit pendant leur stage de formation, soit à la fin de leur formation).

Ces actions permettent d'une part à des personnes qui doivent se recycler suite à des problèmes de santé de pouvoir reprendre contact avec le milieu professionnel et d'autre part de sensibiliser les salariés de l'entreprise au handicap.

5.3. Actions d'informations et de sensibilisation / formation à l'environnement professionnel

5.3.1. Actions de sensibilisation / formation à l'environnement professionnel des collaborateurs de l'entreprise

Afin d'avoir une meilleure connaissance du handicap en général, des actions de sensibilisation / formation à l'environnement professionnel seront poursuivies pour permettre une bonne réussite des intégrations qu'AXA France met en œuvre et des actions permettant le maintien dans l'emploi des collaborateurs handicapés dans l'entreprise.

Ces actions de sensibilisation / formation seront dispensées avec l'aide d'organismes extérieurs.

Elles s'adresseront plus particulièrement aux managers, aux inspecteurs managers commerciaux, aux gestionnaires de l'emploi, aux CHSCT, aux services médico-sociaux, aux tuteurs désignés, et aux partenaires sociaux élus aux CE.

Elles pourront également viser les salariés de l'entreprise, en particulier les collaborateurs en contact direct avec des personnes handicapées.

La Mission Handicap fournira des supports aux collaborateurs et notamment aux managers qui participeront à ces sessions afin qu'ils démultiplient l'information auprès de leurs équipes, et qui fera l'objet d'un point lors de la commission de suivi annuel du présent accord.

5.3.2. Appui aux entreprises du groupe

La Mission Handicap d'AXA France est à même d'apporter tout conseil utile aux entreprises du Groupe AXA pour les aider dans le développement d'une politique dans le domaine du handicap, tant sur un plan juridique que pédagogique ou en matière de communication / sensibilisation, à travers notamment des brochures / informations et actions ponctuelles sur le handicap.

5.3.3. Communication

Une brochure présentant les dispositions de l'accord AXA France sur le Handicap a été réalisée et distribuée à tous les salariés de l'entreprise et sera réactualisée.

D'autre part, seront poursuivies les informations ponctuelles via la messagerie intranet, en partenariat avec la Direction de la Communication, afin de renseigner les salariés d'AXA France des actions réalisées au titre de l'accord d'entreprise, notamment des aides possibles.

Dans le même esprit, le site Intranet dédié à la Mission Handicap sur le portail ONE sera mis à jour et poursuivra, au sein d'AXA France, la démultiplication de l'information concernant la politique de l'entreprise dans le domaine du Handicap auprès de tous les collaborateurs.

MAB
G
YLB
AJ
AA
FR

5.4. Actions de formation envers des personnes extérieures à l'entreprise

Des partenariats avec l'IFPASS (Institut de Formation de la Profession Assurance), des Universités ou des Grandes Ecoles proposant un enseignement proche des métiers de l'assurance seront mis en œuvre afin d'intensifier l'accueil de stagiaires handicapés dans l'entreprise.

Par ailleurs, la Mission Handicap d'AXA France pourra financer :

- des formations extérieures pour des spécialisations l'intéressant dans le cadre de ses recrutements.
- des formations permettant à des personnes handicapées extérieures à l'entreprise de s'intégrer durablement dans le monde du travail (parcours d'insertion, stages pour des personnes handicapées psychiques, développement des savoirs pour les personnes handicapées du Secteur Adapté / Protégé etc.)

En outre, des aides complémentaires peuvent intervenir hors budget de l'accord (article D 5212-19 du CT). Elles sont mentionnées au Titre IV ci-après.

ARTICLE 6. PLAN DE MAINTIEN DANS L'EMPLOI

AXA France s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de favoriser le maintien de salariés handicapés, soit dans leur poste, soit dans l'entreprise.

Chacune des demandes au bénéfice des mesures ci-dessous fait l'objet d'une étude spécifique. Il est précisé que l'Affection de Longue Durée (ALD) qui figure dans certaines des dispositions du présent article s'entend au sens du Code de la sécurité Sociale et suivra ses éventuelles évolutions : Articles D322-1, L324-1 et R324-1 – La liste actuelle des 30 affections de longue durée de l'article D 322-1 figure en Annexe 2.

6.1. Adaptation à l'évolution de l'entreprise et aux mutations technologiques

Il est rappelé qu'à l'instar de tout collaborateur d'AXA France, les salariés handicapés entrent dans le champ d'application à la fois de :

- l'accord du 04.04.2013 sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, lequel définit une démarche de développement de l'employabilité, de sécurisation des parcours professionnels et d'accompagnement de l'évolution professionnelle, notamment en incluant l'attention portée à l'inaptitude (article 42.1),
- l'accord du 18 septembre 2013 relatif au Contrat de Génération.

Adaptation au poste de travail et recherche d'activités compatibles avec un handicap :

Si du fait de l'évolution de son handicap ou de changements dans l'entreprise par rapport à ce handicap, un salarié éprouvait de grandes difficultés à s'adapter, l'entreprise s'engage à tout mettre en œuvre pour réorganiser son poste ou si cette réorganisation s'avérait impossible, à ce qu'il puisse retrouver au sein de l'entreprise un emploi compatible avec cette nouvelle situation.

La Mission Handicap se mettrait alors en contact avec la DRH pour analyser les besoins du salarié en matière d'adaptation de son poste de travail avec une étude précise et, le cas échéant, les solutions envisageables.

6.2. Locaux et accessibilité

Le poste de travail ainsi que les locaux sanitaires et de restauration que les travailleurs handicapés sont susceptibles d'utiliser sont aménagés par l'entreprise de telle sorte que ces travailleurs puissent y accéder aisément (Article R.4225-6 du Code du travail).

Le travail d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite prévu par la réglementation sera poursuivi sur les sites qui ont bénéficié des études de faisabilité engagées ces dernières années dans le cadre des précédents accords en faveur des travailleurs handicapés.

Ces actions seront entreprises en liaison avec les C.H.S.C.T. et la Direction de l'Immobilier, Sécurité, Environnement.

La Mission Handicap pourra intervenir, avec un ergonome spécialisé, en qualité de conseil sur les problématiques d'accessibilité et d'aménagement de locaux, au regard de sa connaissance du handicap. Elle n'a pas alors la qualité de maître d'œuvre et n'intervient pas dans le financement des travaux correspondants.

En outre, les travaux d'accessibilité spécifiques et particuliers en relation directe avec l'embauche ou le maintien dans l'emploi d'un travailleur dont le handicap l'exigerait relevant de la loi du 10 juillet 87 et de la nouvelle loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, seront prioritaires. La Mission Handicap en ce cas pourra donc y contribuer. La situation sera examinée au cas par cas.

6.3. Etudes et aménagements des postes de travail

Ces aménagements de poste qui ont pour but d'améliorer le maintien dans l'emploi et l'insertion professionnelle seront pilotés par la « Mission Handicap » et seront réalisés en liaison avec les médecins du travail, les responsables de service, les ressources humaines, les CHSCT et les services logistique et informatique.

A titre d'exemple :

- Amplificateurs téléphoniques
- Bureaux adaptés pour les personnes handicapées ayant des difficultés de rapport à l'espace
- Ecrans informatiques, télé-agrandisseurs et claviers adaptés aux problèmes visuels
- Logiciels de grossissement de caractères
- Eclairages spécifiques
- Fauteuils adaptés pour les personnes handicapées ayant un handicap moteur ou une pathologie dorsale
- Aménagements adaptés des véhicules concernant les salariés handicapés du personnel administratif dans le but d'effectuer des trajets dans le cadre professionnel
- Aménagements adaptés des véhicules concernant le personnel commercial (boîte automatique, siège adapté etc.)
- Etc.

6.4. Mesure de facilitation : le télétravail

L'accord AXA France du 19.02.2013 précise que, dans des situations individuelles de fragilité, le cas particulier du salarié administratif concerné pourra être étudié par le manager et le CRH pour donner accès au télétravail et notamment s'agissant de salariés handicapés, permettre par exception l'ajustement de la formule hebdomadaire de répartition du temps de travail (Article 2.2 et 3.2.1), dans le respect des principes énoncés :

- d'autonomie dans l'activité professionnelle (Article 2.1),
- de nécessaire maintien d'un lien social avec l'entreprise (Article 1).

Notamment, sera examinée la situation des salariés se trouvant en situation de pénibilité aggravée dans le cadre de l'utilisation des transports en commun.

Le cas échéant, le salarié handicapé admis dans le dispositif du télétravail, verra l'aménagement de son poste de travail à domicile étudié par la Mission Handicap.

Une attention particulière sera portée aux salariés qui avaient pu bénéficier jusqu'au 31.12.2013, d'un aménagement horaire au titre de l'accord du 17.11.2010 et qui, à défaut, pour le futur, souhaiteraient opter pour le télétravail, dans le respect des dispositions de l'accord AXA France du 19.02.2013.

6.5. Prise en charge globale du handicap pour les personnes bénéficiaires des lois du 10 juillet 87 et du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

6.5.1. Principes

Les mesures de prise en charge globale du handicap ont pour objet exclusif de faciliter l'insertion professionnelle ou d'assurer un maintien dans l'emploi. Elles sont donc réservées aux salariés handicapés présents dans l'entreprise. Les personnes handicapées en absence de longue durée ne pourront donc pas bénéficier d'une prise en charge au titre du présent accord.

Handwritten signatures and initials: B, 11 YIB, AA, CR, and other illegible marks.

Par ailleurs, conformément à leur objet et à leur philosophie, ces actions n'ont aucun caractère systématique et ne peuvent constituer des droits définitifs.

Ces aides seront attribuées pour une durée déterminée et en tout état de cause prendront fin au plus tard le 31 décembre 2016, date d'échéance du présent accord. Elles seront délivrées au moment de la demande et ne pourront pas faire l'objet d'une rétroactivité.

Elles ne pourront être accordées ou renouvelées que si le budget de la Mission Handicap le permet.

Ceux des salariés qui bénéficiaient d'une aide pour une durée déterminée au titre d'un précédent accord en faveur des salariés handicapés du 17.11.2010 venu à échéance, pourront demander le bénéfice des aides dans le cadre du nouvel accord, aux conditions qu'il détermine.

Ces aides doivent faire l'objet d'un entretien préalable entre l'intéressé et la « Mission Handicap » qui décideront ensemble de la meilleure solution permettant, pour l'avenir, une intégration professionnelle réussie.

6.5.2. Mesures destinées à compenser le handicap

• Transports adaptés :

Cette aide ponctuelle intervient pour compenser le handicap moteur lorsqu'il ne permet pas l'usage des transports en commun et l'utilisation d'un véhicule personnel pour les trajets domicile / lieu de travail.

Cette aide pourra être accordée aux personnes handicapées moteur :

- ayant des difficultés de déplacements liées au handicap entraînant des problèmes importants d'accessibilité,
- titulaires d'une *carte de priorité pour personne handicapée* en cours de validité (anciennement appelée *carte station debout pénible*).

L'attribution de cette aide par la Mission Handicap :

- nécessite la production d'un certificat médical du médecin du travail, à la Mission Handicap,
- ne pourra excéder, un plafond maximum de 5.000 Euros annuel,
- sera accordée pour une durée déterminée d'un an, renouvelable uniquement si le salarié continue de remplir les conditions pour en bénéficier et si le budget de la Mission Handicap le permet.

De façon très exceptionnelle et dument justifiée, des cas spécifiques pourront faire l'objet d'une étude dérogatoire.

Exemples de prises en charge par la Mission Handicap (dans la limite du plafond annuel de 5.000 € et exclusivement pour les trajets domicile / lieu de travail) :

- Prise en charge de frais de transport sur justificatifs, nécessairement dans le cadre de la convention intervenue avec un prestataire extérieur lorsqu'elle existe,
- Prise en charge des frais kilométriques (trajet domicile/travail aller et/ou retour) selon les barèmes de remboursement en vigueur pour les personnes ne pouvant pas ou partiellement utiliser les transports en commun et qui doivent, de ce fait, utiliser un véhicule personnel. Les transports adaptés mis en place dans le cadre des frais kilométriques seront attribués aux personnes handicapées ayant une Affection de Longue Durée,
- Prise en charge des surcoûts liés à l'obtention d'un véhicule automatique pour le personnel commercial de l'entreprise,
- Prise en charge effectuée par un transporteur extérieur pratiquant le transport de personnes handicapées.

MDS
B
UB
12
AA
FR
3J

- **Aménagements d'activité :**

Concernant le Personnel Commercial :

a) Possibilité d'adaptation des OMP

La Mission Handicap avait financé des allègements d'activité pour les personnels commerciaux handicapés ayant une ALD bénéficiaires d'un justificatif loi du 10 juillet 1987 et loi du 11 février 2005 dans le cadre suivant :

Cette possibilité portait sur un abaissement d'OMP (obligations minima de production) de 20 % pour les salariés handicapés ayant une Affection de Longue Durée à partir de 55 ans pendant un an, renouvelable éventuellement dans la limite du budget de l'accord d'entreprise en faveur des travailleurs handicapés. Pendant la durée de cet aménagement, les éléments fixes de la rémunération étaient maintenus, l'abaissement de 20% correspondant étant pris en charge par la Mission Handicap. Cette mesure peut être conservée dans les mêmes conditions par les seuls bénéficiaires à la date du 31.12.2013 et est éventuellement renouvelable si le budget de l'accord d'entreprise en faveur des travailleurs handicapés le permet.

Pour bénéficier de ces compensations, le salarié handicapé bénéficiaire devra fournir à la Mission Handicap un certificat médical du Médecin du Travail ; cette mesure ne pourra pas faire l'objet d'une rétroactivité.

Les aménagements d'activité sont mis en place en concertation avec la hiérarchie, l'Administration du Personnel et les Médecins du Travail.

Cet aménagement d'activité ne peut pas être accordé aux collaborateurs ayant une invalidité Sécurité Sociale ou un temps partiel thérapeutique dans la mesure où cet organisme accorde un aménagement du temps spécifique lié à l'invalidité.

b) Possibilité d'accès au dispositif Transition Activité Retraite

Les salariés commerciaux handicapés d'AXA France qui ont la capacité (au regard des conditions légales) et la volonté de faire valoir leurs droits à retraite à taux plein dans les prochains mois, pourront accéder à un accompagnement de transition entre l'activité et la retraite, adaptée à leur activité commerciale, dans les conditions prévues par les Accords à durée déterminée RSG du 05.04.11 et AXA France du 20.06.11 relatifs à la Transition entre Activité et Retraite (TAR) (ou d'éventuels accords à intervenir en relais).

Ainsi, dans les mois qui précèdent la cessation d'activité du salarié commercial, et dans le cadre du double volontariat salarié/entreprise, celui-ci pourra accéder à un dispositif adapté à chaque filière métier qui poursuit l'objectif d'alléger l'impératif d'atteinte d'objectifs commerciaux tout en passant le relais aux commerciaux du réseau prenant la suite, et en préservant le portefeuille clients de l'entreprise.

Les situations individuelles particulières concernant des salariés reconnus handicapés mais ne remplissant pas l'ensemble des conditions requises par les accords TAR pour bénéficier des modalités de départ anticipé à la retraite, pourront faire l'objet d'un examen en vue d'un éventuel accès par exception au dispositif TAR.

Concernant le Personnel Administratif :

Afin de permettre un maintien dans l'emploi jusqu'à la fin de la vie professionnelle aux salariés administratifs ayant une ALD et bénéficiaires d'un justificatif loi du 10 juillet 1987 et loi du 11 février 2005, qui rencontreraient des difficultés en lien avec leur handicap dans la gestion de leur vie professionnelle, il pourra leur être proposé un accès aménagé au dispositif conventionnel AXA France de Transition entre Activité et Retraite à durée déterminée, dans les conditions que prévoient les Accords RSG du 05.04.2011 et AXA France du 20.06.2011 (ou d'éventuels accords à intervenir en relais).

MDS
FR
13 MB
AA
B

Ces accords facilitent le passage de l'activité à la retraite des collaborateurs administratifs handicapés qui se situent entre 6 et 36 mois maximum du départ à la retraite à taux plein et s'engagent à faire valoir leurs droits à la retraite dès qu'ils remplissent les conditions leur permettant d'en bénéficier.

Il a été convenu de leur permettre de bénéficier des dispositions sur la Transition entre Activité et retraite dans des conditions aménagées à leur intention, telles que figurant au chapitre 2 de l'accord RSG du 5.04.2011 relatif à la Transition Activité / Retraite (et jusqu'à échéance de celui-ci, ou le cas échéant dans les conditions d'un éventuel accord à intervenir en relais).

- **Absences spécifiques autorisées :**

Il est admis qu'une personne handicapée demande à s'absenter de façon exceptionnelle, dans la limite d'une possibilité d'autorisation d'absence, en cumul et tous motifs confondus, de **5 jours par an**, dans les conditions suivantes :

- prise d'une demi-journée ou d'une journée entière (soit au maximum 10 demi-journées par an)
- pour une raison médicale directement en rapport avec son handicap ou une démarche administrative en lien avec le handicap, conditionnée par les horaires d'ouverture de l'autorité compétente (sur présentation de justificatifs comportant la raison sociale de la structure ainsi que la date et les horaires d'arrivée et de départ de la structure).

En outre, il est rappelé qu'en cas de perturbations et difficultés liées à des grèves de transport collectif, après avis favorable de la DRH, les salariés reconnus travailleurs handicapés peuvent bénéficier d'un complément de temps de présence effectif de 2 heures par jour à concurrence de 7 h 17 (ou à concurrence de la durée conventionnelle journalière à temps plein) pouvant être porté à une demi-journée (cf. accord RSG du 12.10.2001 sur les congés exceptionnels, article 7.3 et accord d'adhésion AXA France du 5.03.2004).

Les demi-journées ou journées d'absence éventuellement prises par le salarié au-delà de ce volume de 5 jours devront être posées sur le solde de JRA, JRTT, JRI ou congés payés.

Cette disposition ne peut être accordée aux collaborateurs ayant une invalidité Sécurité Sociale ou un temps partiel thérapeutique dans la mesure où cet organisme accorde un aménagement du temps spécifique lié à l'invalidité. De même, les collaborateurs qui bénéficient d'une formule de travail à temps partiel ou d'une convention de forfait jours réduit ne pourront pas cumuler plusieurs aménagements du temps de travail.

- **Frais complémentaires au handicap non remboursés par la sécurité sociale et les régimes complémentaires maladie :**

La Mission Handicap pourra étudier la prise en charge complémentaire, tant pour le personnel administratif que pour le personnel commercial, de certaines aides compensatoires au handicap, sur présentation des justificatifs démontrant que :

- l'aide a un lien direct avec l'exécution du travail (par exemple : prothèses auditives, aides visuelles, etc.),
- une demande de financement de la PCH (Prestation de Compensation du Handicap) a déjà été faite, sur devis, auprès de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) du département du domicile du collaborateur concerné,

Dans ces conditions, le coût de l'aide compensatoire au handicap pour la seule partie restant à charge du collaborateur après production des justificatifs des prises en charge par la sécurité sociale, le BCAC, le contrat AXA et la PCH, pourra faire l'objet d'un remboursement complémentaire par la Mission Handicap.

413
MS 14
GS 14
S FR

• **Aide au logement dans le cadre d'un rapprochement domicile/travail :**

Une prise en charge des frais de déménagement pourra être accordée aux salariés handicapés dès lors que ce déménagement est de nature à réduire de façon importante leur temps de transport quotidien.

L'entreprise prendra en charge la totalité des frais de déménagement sur présentation de justificatifs et après acceptation par la Mission Handicap de l'un des trois devis établis à la demande du salariés par trois sociétés de déménagement différentes, en vue de se rapprocher de l'établissement d'affectation.

Cette aide ne pourra toutefois être accordée qu'aux salariés qui :

- comptent une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 12 mois au jour de la présentation de leur demande,
- ne demanderont pas la liquidation de leur retraite dans les 12 mois qui suivent cette demande d'aide.

En outre, des aides complémentaires spécifiques peuvent intervenir hors budget de l'accord (article D 5212-19 du CT). Elles sont mentionnées au Titre IV ci-après.

6.6. Clauses particulières concernant le maintien dans l'emploi des collaborateurs handicapés d'AXA Assurances bénéficiaires des dispositions du protocole d'accord AXA Assurances 2000/2001/2002 du 9 mars 2000 prorogé par avenant du 18 novembre 2002

Par exception, les salariés qui bénéficiaient au 31 décembre 2002 d'une mesure de réduction de leur temps de travail liée à leur handicap et rémunérés à 100 %, prévue par l'accord AXA Assurances en faveur des travailleurs handicapés du 9 mars 2000 en son article 5.4, continuent à bénéficier de cette mesure, dans les mêmes conditions que précédemment et jusqu'à la fin du présent accord.

ARTICLE 7. SECTEUR ADAPTE / PROTEGE

Les entreprises du secteur adapté / protégé permettent à des travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle salariée dans des conditions adaptées à leurs possibilités.

Le recours à ce secteur peut être l'une des réponses à l'obligation d'emploi, dans le cadre de la conclusion de contrats de sous-traitance ou de prestations de services avec ce type d'entreprises, qui proposent un large éventail de prestations de sous-traitance dans tous les secteurs d'activité.

AXA France s'engage, dans le cadre des prestations externes, à favoriser le recours au secteur adapté / protégé. Dans ce cadre, des partenariats nouveaux seront étudiés et engagés avec ce secteur.

Le budget global correspondant pour la période 2014-2016 tel qu'il figure en annexe 1, représente de l'ordre de 60 UB (Unités Bénéficiaires) par an.

Une sensibilisation particulière des acheteurs et des responsables métiers recourant à des prestataires sera effectuée lors des formations à l'environnement professionnel pour les amener à intégrer dans leurs appels d'offres des prestataires de ce secteur (cf article 5.3 ci-dessus).

TITRE IV. AIDES COMPLEMENTAIRES hors budget de l'accord (article D 5212-19 du CT)

Compte-tenu :

- d'une part des orientations de la réglementation issues de la Circulaire du 27.05.09 et des observations de l'Unité Territoriale des Hauts de Seine de la DIRECCTE relatives à la prise en charge, par le budget de l'accord en faveur des salariés handicapés, des seules aides ayant un lien direct avec l'emploi de ces personnes,
- et d'autre part des contrecoups possibles pour les salariés précédemment bénéficiaires de certaines mesures d'aide,

MJB 45 15
AA 71B
G9 FA

la Direction avait accédé, dans le cadre de la négociation de l'accord du 17.11.2010 en faveur des salariés handicapés, à la demande des Organisations Syndicales signataires et accordé à la Mission Handicap, pour la période 2011/2012/2013 couverte par cet accord, un budget complémentaire à celui de l'accord dévolu dans le cadre du calcul de la contribution AGEFIPH (article D 5212-19 du CT), afin de permettre certaines modalités de maintien pour des aides qui figuraient dans l'accord précédent.

Afin de ne pas pénaliser les salariés demeurant bénéficiaires de certaines de ces aides au terme de l'accord du 17.11.2010, soit au 31.12.2013, et de ne pas déstabiliser gravement leur situation économique en ce qu'elle inclue le bénéfice de ces aides, la Direction accède une nouvelle fois à la demande des Organisations Syndicales signataires du présent accord, et accorde à la Mission Handicap, pour la période 2014/2015/2016, un budget complémentaire d'1 million d'euros bruts, charges patronales incluses, permettant le maintien de certaines aides, dans le cadre de modalités spécifiques précisées ci-après.

Ainsi, les aides déterminées ci-après aux articles 8 et 9 pourront être accordées :

- tant que les salariés rempliront les conditions déterminées ci-après,
- aux seuls salariés qui en étaient précédemment bénéficiaires au 31.12.2010 et au 31.12.2013 au titre des accords AXA France en faveur des salariés handicapés en vigueur à ces dates et dès lors que leur contrat de travail se poursuit
- pour une durée déterminée ne pouvant excéder en tout état de cause la durée du présent accord,
- et dans la limite du budget complémentaire déterminé par le présent Titre.

Dès lors, aucune demande nouvelle en vue de l'attribution de ces aides ne sera recevable.

L'utilisation et la destination de cette enveloppe budgétaire feront l'objet d'un contrôle attentif lors de la commission de suivi du présent accord.

ARTICLE 8. ACTIONS DE FORMATION envers des personnes handicapées extérieures à l'entreprise

Parallèlement au financement d'actions de formation pour des personnes handicapées extérieures à l'entreprise (cf supra article 5.4), la Mission Handicap pourra utiliser le budget complémentaire en vue de financer des aides pour les enfants handicapés des collaborateurs d'AXA France.

Ces aides aux enfants handicapés dépendront de la situation de l'enfant au regard de la formation, et seront octroyées selon les critères suivants :

➤ Premier cas : l'enfant suit une formation :

Attribution, pour le parent concerné, si le budget le permet, d'une somme forfaitaire de 300 € bruts par mois sous forme de prime, dans les conditions suivantes :

- l'enfant, âgé de moins de 26 ans et à la charge de son parent, devra suivre un cursus scolaire dans une structure classique, dans un centre spécialisé, un cursus universitaire ou une formation lui permettant d'intégrer le monde professionnel.
- il devra également avoir un justificatif AEEH (Allocation d'Education pour l'Enfant Handicapé), une carte d'invalidité à 80 % minimum, une allocation adulte handicapé ou une reconnaissance de travailleur handicapé provenant de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) et fournir à la Mission Handicap un certificat de scolarité ou de formation pour l'année en cours.

Le parent concerné devra rendre un bilan qualitatif des actions réalisées pour son enfant au 31 décembre de l'année en cours.

➤ Second cas : l'enfant n'est pas en situation de suivre un cursus de formation en raison d'un handicap lourd : attribution, pour le parent concerné, si le budget le permet, d'une somme forfaitaire de 120 € bruts par mois sous forme de prime, à condition que l'enfant, sans limite d'âge, mais à la charge de son parent, soit en mesure de fournir un justificatif AEEH (Allocation d'Education pour l'Enfant Handicapé) de la CDAPH, une carte d'invalidité à 80 % minimum, une allocation adulte handicapé ou une reconnaissance de travailleur handicapé provenant de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées). Cette aide permettra aux parents d'être plus opérationnels sur le plan professionnel.

16
M
45
FA
S
G
A

Dans les deux cas, le bénéfice de cette aide doit faire l'objet d'un entretien préalable entre le collaborateur et la « Mission Handicap ».

Ces aides seront versées en brut, et assujetties à cotisations sociales, CSG/CRDS et impôts sur le revenu. En tout état de cause, ces aides attribuées pour une durée déterminée viendront à échéance au 31.12.2016.

ARTICLE 9. AIDES AU LOGEMENT

En complément de la possibilité de prise en charge des frais de déménagement visée à l'article 5.4.2 ci-dessus, la Mission Handicap pourra maintenir dans le cadre du budget complémentaire les aides au logement dont bénéficiaient au 31.12.2010 et au 31.12.2013 des personnes handicapées à mobilité réduite ou ayant des problèmes de fatigabilité dus à une ALD au titre des accords des 31.01.2007 et 17.11.2010.

Les aides ainsi attribuées au salarié seront assujetties à cotisations sociales, CSG/CRDS et impôts sur le revenu : les différentiels de loyer ainsi pris en charge pour leur montant établi au 31.12.2010 (qui étaient nets) seront désormais versés en brut, et ne pourront être révisés en raison de hausses éventuelles postérieures de loyer.

En tout état de cause, cette aide attribuée pour une durée déterminée viendra à échéance au 31.12.2016.

TITRE V : CLAUSES GENERALES

ARTICLE 10. DUREE - EFFET - DEPOT

Le présent accord prendra effet, sous condition suspensive de recueil de l'aval de l'Unité Territoriale des Hauts de Seine de la DIRECCTE, l'avis favorable de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion, et l'agrément du Préfet du département, au 1^{er} janvier 2014 pour une durée déterminée de trois ans. Il prendra fin de plein droit et sans autres formalités le 31 décembre 2016.

Le présent accord pourra être modifié par avenant signé dans les conditions prévues par la loi.

Chaque année, le bilan annuel des actions sera présenté et commenté par la « Mission Handicap » à l'Unité Territoriale des Hauts de Seine de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi).

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au cours du second semestre 2016 afin d'étudier l'opportunité et les conditions de renouvellement de l'accord.

Le présent accord fera l'objet dans le respect des articles L 2231-5 et L 2231-6 du Code du travail, d'un dépôt :

- à l'Unité Territoriale des Hauts de Seine de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE),
- auprès du secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Nanterre.

Fait à Nanterre, le 15 novembre 2013

MJB
17 13
AA
FR
Gg

Annexe 1 : Evaluation de l'engagement financier lié aux objectifs pris par AXA France dans le protocole d'accord en faveur des travailleurs handicapés pour les années 2014/2015/2016 (Titres I à III)

Ces données budgétaires sont données à titre indicatif et peuvent varier en fonction des demandes. Le budget étant évalué pour une durée de trois années, chaque évaluation budgétaire peut être utilisée d'un plan d'actions à un autre plan d'actions et être reportée d'une année sur l'autre.

BUDGET MISSION HANDICAP CONTRIBUTION VOLONTAIRE POUR 2014/2015/2016 :

2 500 000 €

BUDGET MISSION HANDICAP ABONDEMENT AXA France : 1.000.000 €

BUDGET GLOBAL : 3.500.000 €

	2014	2015	2016
- Embauche de collaborateurs handicapés en CDI, CDD et sous d'autres formes de contrat :	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL PLAN D'EMBAUCHE EN MILIEU ORDINAIRE	10 000 €	10 000 €	10 000 €

Formations collaborateurs handicapés effectuées avec des organismes extérieurs	2014	2015	2016
Coût estimé	7 000 €	7 000 €	7 000 €
TOTAL FORMATIONS COLLABORATEURS HANDICAPES	7 000 €	7 000 €	7 000 €

Actions d'informations et de sensibilisation à l'environnement professionnel	2014	2015	2016
Coût estimé	45 000 €	45 000 €	45 000 €
Actions de communication	2014	2015	2016
Coût estimé	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Actions de formation personnes handicapées extérieures à l'entreprise	2014	2015	2016
Coût estimé	8 000 €	8 000 €	8 000 €
TOTAL PLAN DE FORMATION / SENSIBILISATION	58 000 €	58 000 €	58 000 €

	2014	2015	2016
Locaux, accessibilité et aménagements adaptés des postes de travail	105 000 €	105 000 €	105 000 €
Prise en charge globale du handicap (maintien dans l'emploi)	466 666 €	466 666 €	466 666 €
TOTAL PLAN DE MAINTIEN DANS L'EMPLOI	571 666 €	571 666 €	571 666 €

	2014	2015	2016
Une personne responsable à temps complet chargée de l'application de l'accord d'entreprise en faveur des travailleurs handicapés d'AXA France et une assistante à plein-temps	170 000 €	170 000 €	170 000 €
Documentation et fonctionnement général	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL MOYENS DE FONCTIONNEMENT	180 000 €	180 000 €	180 000 €
	2014	2015	2016
SOUS-TOTAL AVANT-RECOURS SECTEUR ADAPTE / PROTEGE	826 666 €	826 666 €	826 666 €

	2014	2015	2016
SMIC horaire 9,43 € X 600 pour les entreprises de plus de 750 salariés, C'est à dire : 5 658 € X 60 unités bénéficiaires	339 480 €	339 480 €	339 480 €
TOTAL RECOURS AU SECTEUR ADAPTE / PROTEGE	339 480 €	339 480 €	339 480 €

	2014	2015	2016
EVALUATION GLOBALE DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	1 166 146 €	1 166 146 €	1 166 146 €

GLOBAL : 3 498 440 euros

Handwritten signatures and initials: MB, B, 18, AA, FR, G, S.

Annexe 2 : Liste des 30 affections de longue durée (ALD 30) fixée par le code de la Sécurité Sociale
(Art. D 322-1)

1. Accident vasculaire cérébral invalidant
2. Insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques
3. Artériopathies chroniques avec manifestations ischémiques
4. Bilharziose compliquée
5. Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves, cardiopathies congénitales graves
6. Maladies chroniques actives du foie et cirrhoses
7. Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé, infection par le virus de l'immuno-déficience humaine (VIH)
8. Diabète de type 1 et diabète de type 2
9. Formes graves des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave
10. Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères
11. Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves
12. Maladie coronaire
13. Insuffisance respiratoire chronique grave
14. Maladie d'Alzheimer et autres démences
15. Maladie de Parkinson
16. Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé
17. Mucoviscidose
18. Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique primitif
19. Paraplégie
20. vascularites, lupus érythémateux systémique, sclérodermie systémique
21. Polyarthrite rhumatoïde évolutive
22. Affections psychiatriques de longue durée
23. Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives
24. Sclérose en plaques
25. Scoliose idiopathique structurale évolutive
26. Spondylarthrite grave
27. Suites de transplantation d'organe
28. Tuberculose active, lèpre
29. Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique

MKS
19 B
AA
FR
GS

Annexe 3 : Liste des bénéficiaires de la loi du 10 juillet 87 modifiée par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des Droits et des Chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et par la loi du 26 mai 2008 relative aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense :

Le salarié doit appartenir à l'une des catégories de bénéficiaires suivantes (article L.5212-3 du Code du travail) :

Bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212-2 du Code du travail :

« 1° Les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ;

2° Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;

3° Les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;

4° Les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 394 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

5° Les bénéficiaires mentionnés aux articles L. 395 et L. 396 du même code ;

6° Abrogé ;

7° Abrogé ;

8° Abrogé ;

9° Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;

10° Les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;

11° Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés. »

MJR
GOS
45 20 B
FR

Annexe 4 : Périmètres des correspondants locaux des Ressources Humaines pour la Mission Handicap d'AXA France

Région Direction	Lieu de travail	Périmètre concerné
IDF		
DRH –	Nanterre/Terrasses	Tous les sites
AXA France Supports	Nanterre/Terrasses	Nanterre Val de Fontenay Châteauroux – Soissons – Saint-Lubin
AXA France Services	Nanterre /Terrasses	Nanterre (Terrasses) Marcq-en-Baroeul
Secrétariat Général	Nanterre /Terrasses	Nanterre
Direction Financière et Juridique	Nanterre /Terrasses	Nanterre
Direction Marketing Services Digital	Nanterre /Terrasses	Nanterre
Direction Communication et RE	Nanterre /Terrasses	Nanterre
Direction Partenariats et Grands Comptes	Nanterre /Terrasses	Nanterre
AXA Entreprises	Nanterre	Marly le Roi Paris/Victoire Nanterre
AXA Entreprises AXA Particuliers/Professionnels	Val de Fontenay	Les Fontaines
AXA Particuliers/Professionnels (Fonctions Centrales)	Nanterre/Terrasses	Nanterre/Terrasses Paris/Victoire Paris La Fayette
AXA Particuliers/Professionnels – Recrutements Commerciaux IDF / DAG IDF	Paris/La Fayette Marly le Roi Paris/La Fayette	PC IDF Marly le Roi Paris/La Fayette
OUEST		
Recrutement PA	Châteauroux	Châteauroux
	Belbeuf	Belbeuf
	Angers	Angers – Nantes - Tours
Recrutement PC	Belbeuf	Recrutement PC Ouest
	Angers	Recrutement PC Ouest
SUD/OUEST		
Recrutement PA	Bordeaux/Pessac	Bordeaux/Pessac
	Toulouse Balma	Toulouse Balma
	Bordeaux/Pessac	Bordeaux/Pessac
Recrutement PC	Toulouse	Toulouse
NORD/EST		
Recrutement PA	Lille/Wasquehal	Lille/Wasquehal
	Nancy	Nancy/Strasbourg
	Dijon	Dijon
	Les Fontaines	Les Fontaines
Recrutement PC	Lille/Wasquehal	Recrutement PC Nord/Est
	Dijon	Recrutement PC Nord/Est
	Nancy	Recrutement PC Nord/Est
	Strasbourg	Recrutement PC Nord/Est
SUD/EST		
Recrutement PA	Marseille	Marseille
	Lyon	Lyon
	Nîmes	Nîmes
Recrutement PC	Marseille	Recrutement PC Sud/Est
	Région Sud/Est	Recrutement PC Sud/Est
	Lyon	Recrutement PC Sud/Est

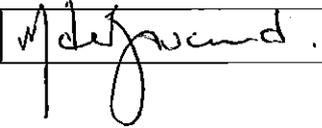
YLB
21
45
YLB
FR

SIGNATURES

Pour AXA France :

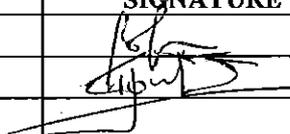
Marine de BOUCAUD

Directeur des Ressources Humaines d'AXA France

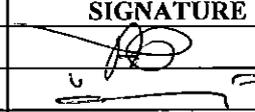


Pour les organisations syndicales :

C. F. D. T.

NOM	PRENOM	MANDAT	SIGNATURE
BEYK SOUHAN	Lo Radwan	DSC DSC	

CFE/CGC

NOM	PRENOM	MANDAT	SIGNATURE
JOLLY ARIL	Alain Anne	DS DSC	

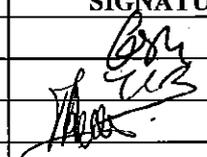
la C. G. T.

NOM	PRENOM	MANDAT	SIGNATURE

F.O.

NOM	PRENOM	MANDAT	SIGNATURE

UDPA/UNSA

NOM	PRENOM	MANDAT	SIGNATURE
SCHUNACHER LE BELLEC RERY	Giulia YANN Fucheuque	DSC DSC AP SD	



L'UDPA-UNSA signe cet accord en regrettant qu'AXA France,

- ne prenne aucun engagement concret, pour reclasser dans le personnel administratif, les salariés commerciaux du réseau AEP devenus inaptes à une activité itinérante et reconnus travailleurs handicapés,
- ne se soit pas donné les moyens, en arguant d'un refus catégorique de la DIRECCTE, de maintenir les temps partiels à 80% des 70 salariés handicapés qui en bénéficiaient.

Gjulia Schumacher
DSC
Gsm

Yan LEBELLOR
DSC
YLB

RENY Tiedéigles
IP 50
RENY